



Communiqué de presse

Vendredi 13 janvier 2023

Mise en examen de Bernard Bensaïd et du groupe AVEC : la Ville de Grenoble aux côtés des soignant-es du GHM !

Pierre-André Juven, Adjoint à la Santé, déclare : *«Ce jeudi 12 janvier 2023 tel qu'annoncé par communiqué de presse du Procureur adjoint, la société AVEC et Bernard Bensaïd ont été mis en examen. M. Bensaïd est mis en examen pour « prise illégale d'intérêt par un chargé de mission de service public dont il assure l'administration ou la surveillance » et pour « détournement de fonds publics en ayant fait percevoir par la société anonyme DOCTEGESTIO devenue AVEC la somme de 6,4 millions d'euros provenant de l'UMG-GHM, par l'intermédiaire de la mutuelle DOCTOCARE ».*

La Ville de Grenoble prend acte de cette mise en examen et souhaite apporter tout son soutien aux professionnel·les de santé et aux syndicats de la Clinique Mutualiste. Le GHM est un établissement dont l'excellence est reconnue. L'actualité judiciaire de son dirigeant ne saurait venir ternir cette image et l'histoire d'un établissement pilier de notre territoire.

Nous ne confondons pas le travail admirable au service de la santé que les soignant-es accomplissent chaque jour et les pratiques de la direction du GHM à propos desquelles nous alertons aux côtés des syndicats, des citoyen·nes, des élu·es de la Métropole et du territoire grenoblois depuis deux ans. Nous voulons saluer à nouveau le combat mené par les syndicats et les collectifs d'usager·ers, eux et elles dont le travail et la ténacité ont permis de mettre ce qu'il faut appeler un coup d'arrêt aux pratiques de gestion de Bernard Bensaïd.

Il nous faut regarder devant et engager dès à présent la suite. Le groupe AVEC n'est plus en mesure de gérer le GHM et nous souhaitons revoir le processus de cession conduit il y a deux ans. Nous alertons quant à la nécessité de sécuriser l'activité, les salaires des personnels de santé et la qualité des soins apportés. La gouvernance du GHM ne saurait être altérée par une logique de prédation et de rentabilité.

La Ville de Grenoble se tient aux côtés des acteurs et actrices mobilisé·es et les soutiendra dans les prochaines démarches engagées.»